

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 668

semaine du
26 au 31 août
2021

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Page 3

Chronique politique (Extraits)

Avec 3 % aux dernières élections régionales, l'assise politique de ce gouvernement dans la population est nulle. Au terme d'une procédure d'urgence, expéditive, il a fait adopter en plein été par un Parlement au trois quarts vide, et validé par le Conseil constitutionnel, une loi qui, à bien des égards, marque un basculement.

Une loi qui fracture, divise la population, prive une partie d'entre elle de la possibilité d'accéder aux lieux de culture, aux restaurants, aux grands centres commerciaux, qui risque de limiter l'accès aux hôpitaux, qui fait planer sur des milliers de salariés la menace de la suspension de leur salaire, voire leur licenciement pur et simple... Le coup de force permanent déguisé en « urgence sanitaire ».

Un coup de force qui dure depuis 18 mois et dont Macron affirme froidement qu'il va durer lorsqu'il déclare : « *La crise sanitaire n'est pas derrière nous.* » Ce d'autant que, depuis le début de l'épidémie, rien n'a été fait pour protéger et soigner la population. Rien, et même le contraire, puisque la destruction de l'hôpital se poursuit.

Page 12

■ GUADELOUPE

■ MARTINIQUE

Visite éclair des ministres Lecornu et Véran sur fond de résistance

■ HAÏTI

La pénurie de lits de réanimation, et non le Covid, responsable du déclenchement du plan blanc

Face à la quatrième vague du Covid, le plan blanc a été réactivé en Corse, dans la région PACA, en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine.

Initiallement conçu pour faire face à des situations exceptionnelles d'afflux de malades ou de blessés, le plan blanc est régulièrement réactivé depuis le début du Covid, devenant un mode de fonctionnement habituel – et dégradé – de l'hôpital.

L'afflux de malades du Covid évoqué pour la réactivation du plan blanc n'est exceptionnel que par la volonté du gouvernement de laisser les hôpitaux sous-dotés en lits de réanimation. La Cour des comptes l'a souligné dans son rapport annuel de mars 2021. De 2013 à 2019, « le nombre de lits (de réanimation) a progressé (en France) 10 fois moins que les effectifs de personnes âgées, qui représentent les deux tiers des malades hospitalisés dans ce secteur ». Région plus particulièrement concernée : la Corse.

En mars 2020, 12 malades ont été transféré de Corse vers Marseille à bord d'un porte-hélicoptères de la marine nationale, faute de place dans les deux hôpitaux de l'île. Il y avait alors 18 lits de réanimation pour toute la Corse, augmentés à 25 en 2021 : 13 à Ajaccio, 12 à Bastia.

Vingt-cinq lits de réanimation pour une population de 350 000 habitants dont 25 % sont âgés de plus de 65 ans, population qui double durant les mois d'été par l'arrivée des touristes, 3 lits de

réanimation pour 100 000 habitants, un plan blanc déclenché le 3 août parce que 14 patients hospitalisés (chiffres de l'Agence régionale de Santé [ARS] de Corse) risquent de saturer les services de réanimation !

Et le gouvernement voudrait nous faire croire que le problème est autre que le manque criant de lits.

Le déclenchement du plan blanc n'est pas sans conséquences pour le personnel – qui peut être rappelé pendant ses jours de congés – et pour les patients, puisque toutes les interventions non urgentes sont déprogrammées. L'ARS de Corse affirme sa volonté de « sanctuariser » les urgences, la cancérologie et les opérations « de tout patient dont le report de prise en charge induirait une perte de chance », oubliant que tout report d'intervention est une perte de chance pour le malade. Retarder une intervention de la cataracte, d'une prothèse de hanche, c'est augmenter le risque de perte d'autonomie du patient. Pour ceux qui le peuvent financièrement, il reste le recours aux cliniques privées. Profitant de la quatrième vague et des risques de déprogrammations, le syndicat de l'Union française pour une médecine libre (UFML) appelle les pouvoirs publics à transférer les soins programmés sur les cliniques privées. ■

Pendant que des milliers d’Afghans tentent de sauver leur vie.

Et Macron déclare : « Nous devons nous protéger des flux migratoires irréguliers importants »

Dans notre prochain numéro, un dossier spécial

Les talibans sont entrés dans Kaboul

Kaboul, le 15 août 2021. Une image qui rappelle la fuite éperdue des Américains au Vietnam en avril 1975, quand les troupes du Front national de libération (FNL) rentraient dans Saïgon et que des milliers et des milliers de Vietnamiens – qui avaient plus ou moins travaillé pour les Etats-Unis – se rassemblaient devant l’ambassade américaine d’où décollaient des hélicoptères embarquant les derniers militaires et diplomates, abandonnant la foule (...). En l’espace de dix jours, après le retrait effectif des troupes américaines, les talibans ont conquis l’ensemble de l’Afghanistan, sans grandes difficultés, l’armée afghane se débandant (...).

Les images sont trompeuses, car ce n’est pas le Vietnam de 1975. C’est une autre situation mondiale. L’URSS et l’appareil international du stalinisme ont disparu. 15 ans après, les Etats-Unis étaient capables de déclencher une des plus vastes opérations militaires lors de la première guerre du Golfe, puis en 2003, la deuxième guerre du Golfe, détruisant l’Irak. Et en 2001, après les attentats du 11 septembre, ils sont intervenus en Afghanistan, renversant le régime des talibans et instaurant un Etat fantoche dénommé République islamique d’Afghanistan.

En 2021, les Etats-Unis doivent concentrer toutes les contradictions de l’ordre mondial, et c’est au-dessus de leurs forces. Une nouvelle période s’ouvre aux Etats-Unis, et par conséquent dans le monde. ■



Sur le tarmac de l’aéroport de Kaboul, des milliers d’Afghans tentent de fuir.

INCENDIES

Algérie :

communiqué du PT

Page 10

Grèce et Italie

Page 11

Je m’abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

10 numéros : 12 euros

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l’édition numérique d’IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l’ordre d’Informations ouvrières.